

Gerhard Schilling, membre du comité de Médecins de famille Suisse,
co-rédacteur en chef de PrimaryCare

Les choses bougent



Depuis bien des années, nous tentons désespérément d'alerter le public et les milieux politiques sur la pénurie inquiétante de relève chez les médecins de famille et la détérioration qui risque d'affecter les soins de premier recours. Nous n'avons pas ménagé nos efforts: une multitude d'événements et d'articles de presse, les manifestations du 1er avril, devenues légendaires, et les anima-

tions qui les accompagnent, le regroupement de nos forces politiques au sein de Médecins de famille Suisse, et bien sûr le succès de notre initiative populaire «OUI à la médecine de famille». Toute cette activité témoigne de notre ferme volonté de sensibiliser les organes responsables et de les pousser à agir à leur tour. L'évolution devient inéluctable.

Il faut prendre rapidement des mesures immédiates

La médecine de famille est une profession très prenante, et elle apporte beaucoup de satisfaction. Cependant, seule une petite minorité des étudiants en médecine est prête à s'engager dans cette voie. Comment l'expliquer? Cette situation reflète certes

un déplacement des exigences en matière de vie sociale – travail à temps partiel, davantage de congés, féminisation du travail, cabinets de groupes au lieu de cabinets individuels – mais elle résulte avant tout des conditions cadres en vigueur. Les solutions désastreuses adoptées par les milieux politiques, notamment la décision de l'ancien conseiller fédéral Pascal Couchepin au sujet des laboratoires de cabinet médical, qui laisse perplexe, ainsi que les autres évolutions qui se sont faites au détriment des médecins de famille, comme la diminution à 0,9 du facteur de la valeur intrinsèque et l'intervention du surveillant des prix conduisant à une division par deux de la dernière période de 5 minutes, ont petit à petit affaibli l'attrait de notre profession.

De toutes parts nous entendons depuis longtemps des paroles d'approbation et d'encouragement, mais pour ce qui est des actes, ils se font attendre. Or il est grand temps de prendre des mesures concrètes pour réussir à atténuer la crise qui se prépare dans le domaine de la relève et de l'approvisionnement. L'urgence est de mise. Ces mesures doivent couvrir un large domaine et viser à promouvoir la formation prégraduée et postgraduée (développement des instituts de médecine générale, recherche en médecine de famille, postes rémunérés d'assistantat au cabinet), à financer et garantir l'infrastructure et les instruments diagnostiques des cabinets médicaux (laboratoire du praticien, radiographie, ECG, échographie, programmes d'investissement pour la mise en place de centres médicaux dans les communes et pour la réalisation de nouveaux modèles de cabinets) et à améliorer sensiblement les conditions tarifaires (tarif de laboratoire, tarif propre aux médecins de famille).

Le Conseil fédéral et le Parlement détiennent les compétences nécessaires

Le système de santé suisse est complexe et la répartition des compétences est parfois confuse et peu coordonnée. Il n'en demeure pas moins que le Conseil fédéral et le Parlement ont tous deux le



pouvoir de mettre en œuvre des mesures immédiates par voie d'ordonnance ou de modification de la Loi. Si l'on a pu abaisser les tarifs de laboratoire d'un trait de plume, on peut également les remettre à niveau par une simple ordonnance.

Médecins de famille Suisse et le comité d'initiative ont fait parvenir aux instances compétentes des propositions détaillées pour toute une série de mesures applicables dans l'immédiat. Le processus parlementaire a été engagé.

Un revirement politique se fait jour

Fini le temps où l'on minimisait les carences de l'approvisionnement sanitaire qui se profilaient à l'horizon. Les signes de sensibilisation politique se multiplient. Nos efforts commencent à porter des fruits. Plusieurs interventions déposées récemment au Parlement s'intéressent à la promotion de la médecine de famille. Nous voyons des parlementaires influents demander des mesures immédiates, même si ces mesures doivent coûter quelque peu. A titre d'exemple, soulignons que le conseiller national Otto Ineichen exige sans équivoque (voir son interview à ce sujet en page 51 de ce numéro) une hausse des points tarifaires pour rémunérer l'activité du médecin de famille. Dans sa déclaration, il observe en

particulier que cette mesure se justifie économiquement même si elle coûte quelque peu dans l'immédiat, car le renforcement de la médecine de famille permettra de réduire à long terme les coûts de la santé. Dans son interpellation, le conseiller national Otto Ineichen exige du Conseil fédéral encore toute une série de mesures très précises pour rendre plus attrayante l'activité du médecin de famille.

Il est clair que pour l'instant, ce ne sont encore que de belles paroles qui n'engagent à rien. Toujours est-il que ces exigences sont bien concrètes, et que leur formulation exprime une augmentation de la prise de conscience du problème. Nous attendons cependant une mise en œuvre de ces bonnes idées. L'initiative «Oui à la médecine de famille» était jusqu'ici la seule voie pour augmenter la pression politique.

Les débats commencent à s'ouvrir

Notre initiative et le contreprojet direct du Conseil fédéral – que nous rejetons catégoriquement – entrent en phase de délibération parlementaire. Le Conseil fédéral et le Parlement sont mis en demeure de se saisir de nos requêtes et d'œuvrer à leur réalisation, quelle qu'en soit la voie. Une délégation du comité d'initiative et de MFE a récemment pu mener une discussion avec le nouveau ministre de l'Intérieur, le conseiller fédéral Alain Berset, ainsi qu'avec la Commission de la santé publique du Conseil des États.

Les médecins de famille maintiendront leur initiative populaire aussi longtemps que les principales revendications ne seront pas satisfaites. Mais nous sommes prêts à nous investir sur le plan de l'ancrage dans la constitution et/ou dans la législation et les ordonnances, et à coopérer à la recherche de solutions efficaces. Ce qui compte avant tout, c'est de se mettre au travail rapidement pour répondre concrètement à nos besoins et appliquer les mesures immédiates, celles annoncées et celles à venir.